



SOCIÉTÉ

► Un partenariat entre la Ligue contre le cancer et l'université de Strasbourg permet à de jeunes adultes atteints d'un cancer de suivre des cours et de préparer leur avenir professionnel. **Page 19**

STRASBOURG ET UNGERSHEIM Monnaie locale complémentaire

Retour aux sources de l'argent

La monnaie a été une formidable invention : par l'adoption d'une unité de compte commune, elle a facilité le commerce. Aujourd'hui pourtant, seuls 3 % de la monnaie servent aux échanges de biens et services. Le reste relève de la spéculation et de la finance. En réaction, des monnaies locales reviennent aux fondamentaux comme à Ungersheim et bientôt à Strasbourg.

Relocaliser l'économie, la rendre plus solidaire et remettre l'argent au service de l'humain, ce sont là pour l'essentiel les ambitions des monnaies locales complémentaires. Dit plus crûment, c'est plus d'argent pour le marché local et moins pour Wall Street. Bref, c'est se doter d'un moyen de paiement sûr, direct et pratique en évitant les travers spéculatifs. C'est tellement évident que les monnaies locales fleurissent un peu partout dans le monde, au Brésil, en Allemagne, en France (le SOL-violette à Toulouse, l'eusko au pays basque, la sardine à Concarneau, le radis à Ungersheim). Les altermondialistes avaient été les premiers à en faire la promotion mais nombre d'acteurs politiques et économiques ont également été convaincus, en dehors de toute position idéologique. À Strasbourg, un projet est porté sous le nom de stück (morceau en alsacien) par l'association Colibris 67 et Eco-Quartier, avec le soutien de la communauté urbaine, de la région Alsace, de l'ADEME et du Fonds social européen.

Nom de code : le stück

Comme son nom l'indique, une monnaie locale et complémentaire est de diffusion géographique limitée et n'est pas destinée à remplacer la monnaie habituelle. Elle circule au sein d'un réseau d'adhérents. Comme toutes les autres MLC françaises, la monnaie strasbourgeoise sera adossée à l'euro et l'argent échangé en stück sera déposé en garantie dans une banque ou à la Nef, société financière coopérative. C'est un peu comme des bons d'achats ou des tickets restaurant, à la différence qu'ils peuvent être reconvertis en mon-



Une vingtaine de monnaies locales existent déjà en France pour soutenir l'économie sociale et solidaire. Il y en a à peu près autant en projet. PHOTO DNA - CEDRIC JOUBERT

naie légale, à parité. Avec peut-être une légère décote pour assurer les coûts de fonctionnement de la MLC et pour décourager les désengagements. Le stück a vocation à être valable sur l'ensemble du territoire de la CUS voire plus loin en fonction des adhérents au système. À connotation dialectale, « le nom de la monnaie a également été choisi dans une perspective franco-alle-

mande, souligne Cécile Favé, la chargée de mission spécialement embauchée pour mener l'étude de faisabilité. Le stück pourrait être la première monnaie transfrontalière ». Le but est de recréer la confiance entre le producteur et le consommateur et l'utilisation du stück sera conditionnée à une adhésion à une association gestionnaire du système et une signature

de charte intégrant des critères sociaux, de proximité ou de qualité. « Ce n'est pas tellement les entreprises qu'il faudra convaincre, bien au contraire, mais le consommateur, assure Serge Ascencio, membre des deux associations initiatrices de la réflexion. Pour les entreprises, la monnaie locale s'apparente à une carte de fidélité ». Le projet en est à la phase de communi-

cation et de mobilisation des acteurs locaux via notamment des réunions et des conférences (lire encadré). Suivra ce printemps la concertation pour définir les caractéristiques du stück : sera-ce une monnaie fondante qui perd un peu de sa valeur au fil du temps pour éviter la thésaurisation ? N'y aura-t-il que des billets ou des paiements électroniques pourront-ils être envisagés ? Où seront déposés les fonds de garantie ? Quelles seront les conditions pour être usager, prestataire, partenaire ? Et quels critères de solidarité, d'éthique ou de développement durable retenir ?

Rediriger les flux monétaires

Une dernière étape précèdera la concrétisation avec la définition de la structure porteuse, association ou société coopérative d'intérêt collectif. Une gouvernance claire et représentative est en effet une condition essentielle à la réussite du projet, au même titre qu'une mobilisation citoyenne des consommateurs et d'un nombre suffisant de prestataires. « Il est important de penser en terme de filière pour que le prestataire payé en stücks puisse les écouler auprès de ses fournisseurs ».

Ne restera plus qu'à trouver un imprimeur pour faire marcher la planche à billets en veillant à ce que la monnaie soit infalsifiable.

Le projet pourrait aboutir cet été et permettrait alors de retenir l'argent en circulation dans l'économie locale et les rediriger, selon les termes de la charte, vers une économie plus juste. ■

SIMONE WEHRUNG

► Plus d'info sur www.ecoquartier-strasbourg.net

Le stück se lance à Strasbourg

Pour lancer la campagne en faveur d'une monnaie locale et complémentaire à Strasbourg sous le nom de stück, Eco-quartier et Colibris organisent une conférence-débat vendredi 17 janvier à partir de 20 h au centre socio-culturel du Fossé des Treize, 6 rue Finkmatt.

Y participeront : Anne-Cécile Ragot, consultante à Alternatives et Alliances, conseil en innovation sociétale et cofondatrice de l'association TAOA pour la promotion des monnaies sociales ; Jean-Paul Pla, élu à la ville de Toulouse, délégué à la monnaie locale SOL-Violette ; Étienne Hayem, consultant spécialisé dans les monnaies complémentaires, à l'initiative notamment du projet Symba, monnaie complémentaire en Île-de-France.



Un radis, d'une valeur de 1 €. La monnaie se rend en centimes d'euro.

A Ungersheim, des radis sonnants et trébuchants

Le radis, première monnaie locale d'Alsace, est né il y a six mois à Ungersheim. Depuis, il circule, certes modestement mais sûrement.

« **AVEC LES RADIS**, je paie mon pain chez le boulanger ou mon repas à la pizzeria », dit Florine Rasser de la ferme *Zum Buerahisla*, productrice de produits carnés commercialisés directement. Elle écoule ainsi localement les *Radig* (l'appellation alsacienne) que la ferme accepte en paiement, à l'instar d'une dizaine de commerces, exploitations ou artisans du village. Ils ne sont pas encore très nombreux à régler leur viande en radis, mais Ungersheim ne veut pas brusquer les choses. L'usage s'imposera peu à peu comme à la boulangerie qui adhère au système et qui vient changer « quelque 300 à 400 radis tous les 15 jours » indique Roland Guth, trésorier de l'association Les Heibich qui gère la monnaie. Pour chaque radis revenu en caisse, il verse un euro puis revend les billets de 1, 5, 10 ou 20 radis au prix équivalent en monnaie légale aux administrés séduits par le principe, ou au CCAS. Le centre communal d'action sociale verse une partie de l'aide alimentaire en *Radig* pour inciter les bénéficiaires à faire



Jean-Claude Mensch, maire d'Ungersheim, Roland Guth, trésorier de l'association Les Heibich, et Florine Rasser, agricultrice, veillent à promouvoir les radis. 8 000 ont été imprimés, 4 000 circulent. PHOTO DNA - S. W.

leurs achats dans les commerces locaux.

Relocaliser l'économie

Le lancement de la monnaie locale à Ungersheim vient pour l'essentiel « d'une volonté de soutien aux commerces du village », confirme le maire Jean-Claude Mensch. Une analyse avait montré que peu d'habitants faisaient leurs courses sur place « et

nous avons pensé que cette monnaie pourrait être un moyen de fidélisation ». La commune est en outre résolument engagée dans la démarche des villes et villages en transition qui vise à acquérir plus d'autonomie et à relocaliser l'économie. En matière d'argent, la confiance est essentielle et la participation à l'expérience a été voulue sans contrainte pour avancer pas à pas. De nombreux

commerces restent réticents ou « attendent de voir ». De manière incitative, des radis sont injectés lors des manifestations locales ou préférés en paiement de certains services (centre aéré à 14 radis ou 19 euros, au choix). Le principal frein à l'enracinement du radis réside dans une circulation trop lente. Jacques Barth, du restaurant Au Chasseur, participe à l'aventure mais seuls 2 % de ses clients payent en radis. « Les gens trouvent ça marquant », analyse-t-il en soulignant toutefois « qu'il n'y a aucune méfiance vis-à-vis de cette monnaie ». Lui continue parce que cela ne lui nuit en rien : « je l'échange contre des euros et ça n'implique pas de double comptabilité. Mais pour que ça marche, il faudrait lancer le radis à l'échelle cantonale ».

Un vigneron d'Orschwihr a certes rejoint le mouvement mais cela ne suffit encore pas. Des axes de développement sont à l'étude avec notamment un projet de société coopérative d'intérêt collectif qui générerait une léguerie-conserverie, une malterie-brasserie et une épicerie acceptant le radis. Les jardins du Trèfle Rouge, entreprise d'insertion de maraichage biologique, pourraient également payer une partie des salaires en argent local. ■

S.W.